Documents sauvegardés

Lundi 12 octobre 2026 à 9 h 25

1 document

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par BU-PARIS-XII et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde (site web)

12 octobre 2026

Mobilisation lycéenne : « Présenter le blocage comme l'action d'une minorité violente conduit à manquer sa fonction historique »

Le mode d'action qui vise à perturber le fonctionnement d'un lieu existe depuis au moins vingt ans dans les contestations lycéennes et va continuer à se développer, expliquent, dans ... 3

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par BU-PARIS-XII et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2026 Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0Z_RWARzesWWGdGwl7CDskF-jhJDEadpmJ0neg6qualKRe4HKXRiwMyP_etihjaHjzuc2MZXDNU8KCEyXpEGNXP8Ib985OgpiwMM5Y3W02LINGMx

news·20261012·LMF·edd×cmofr×c20261012×cdc0f77434ec6f468729dc5544e341156a1a02be2

Nom de la source
Le Monde (site web)

Type de source
Presse • Presse Web

Périodicité
En continu

Couverture géographique
Internationale

Provenance
France

Lundi 12 octobre 2026

Le Monde (site web) • 1076 mots

Mobilisation lycéenne : « Présenter le blocage comme l'action d'une minorité violente conduit à manquer sa fonction historique »

Collectif

Le mode d'action qui vise à perturber le fonctionnement d'un lieu existe depuis au moins vingt ans dans les contestations lycéennes et va continuer à se développer, expliquent, dans une tribune au « Monde », des historiens et un directeur de recherche.

A chaque nouvelle mobilisation lycéenne ou étudiante, les mêmes commentaires resurgissent : les blocages – présentés comme des formes ou des facteurs de violence – témoigneraient d'une « radicalisation » de la jeunesse, voire d'une transformation profonde des formes de contestation. Pourtant, loin d'être une invention récente, le blocage appartient à une histoire ancienne des mouvements sociaux. La question est donc de saisir pourquoi cette pratique ancienne occupe aujourd'hui une place aussi centrale dans le répertoire contestataire.

Barricades, piquets de grève, occupations d'usines, barrages routiers : le mouvement ouvrier a depuis longtemps cherché à interrompre le fonctionnement ordinaire d'un lieu, d'une production ou d'un axe de circulation pour construire un rapport de force. Le blocage recouvre ainsi des pratiques différentes selon les périodes, mais il appartient pleinement à l'histoire de la grève et de l'occupation. Cette histoire longue se double d'une histoire récente de circulation des pratiques entre mouvements sociaux.

En 2004-2005, lors de la mobilisation contre la loi Fillon, les blocages de lycées se multiplient. Un an plus tard, le répertoire se diffuse massivement dans les universités lors du mouvement contre le CPE [contrat première embauche]. Depuis, le blocage n'a cessé d'être réinvesti : par les zadistes, les « gilets jaunes », les étudiants, les écologistes mais aussi par les organisations syndicales, notamment pendant le mouvement contre la réforme des retraites de 2023. Il charrie avec lui des imaginaires anciens, à commencer par celui de la barricade, auxquels se sont ajoutées des expériences plus récentes, comme les mouvements des places des années 2010.

Présenter le blocage comme l'action d'une minorité violente agissant à la place du plus grand nombre conduit surtout à manquer sa fonction historique. Le piquet empêche la reprise du travail pour permettre à la grève de tenir ; l'occupation transforme l'usine ou l'université en espace collectif. Le blocage peut, lui aussi, servir à faire entrer le plus grand nombre dans la mobilisation. Mais il ne le fait pas mécaniquement. Dans une université, bloquer les cours peut permettre la tenue d'assemblées générales et élargir la mobilisation ; mais le blocage peut tout aussi bien vider le campus et laisser les seules personnes déjà mobilisées entre elles. Son efficacité dépend donc largement de son articulation avec d'autres formes d'actions : manifestations, assemblées, occupations et, surtout, grèves. C'est précisément ce qui explique que le blocage ne se substitue pas nécessairement aux formes traditionnelles du mouvement ouvrier. Il peut au contraire les prolonger, en permettant d'agir sur le lieu de travail et au-delà.

Cette fonction prend une importance particulière dans des économies organisées autour de la circulation. Comme le montre Mathieu Quet dans Flux. Comment la pensée logistique gouverne le

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par BU-PARIS-XII et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

monde (Zones, 2022), les économies contemporaines reposent toujours davantage sur des infrastructures logistiques, des réseaux et des circuits dont l'interruption peut produire des effets considérables. Dans ce contexte, bloquer un rond-point, une route, un dépôt pétrolier, un port ou une plateforme logistique permet de peser sur l'économie sans nécessairement disposer de la capacité de mettre directement la production à l'arrêt.

L'exemple argentin des piqueteros est ici particulièrement éclairant. Dans les années 1990, dans un contexte de privatisations et de chômage massif, des travailleurs et travailleuses privés d'emploi développent les cortes de ruta, les barrages routiers. Parce qu'ils et elles ne disposent précisément plus du pouvoir que procure l'arrêt du travail dans l'usine, ils déplacent le conflit vers la circulation.

Métamorphose de la répression

On retrouve cette logique dans des configurations très différentes : chez les « gilets jaunes » occupant ronds-points et péages, dans les mobilisations des agriculteurs ou encore lors des mouvements sociaux qui visent des plateformes logistiques. Les paysans indiens (en 2021) et les mineurs boliviens (au mois de mai) ont également eu recours à des blocages massifs. Cela ne signifie évidemment pas que toutes ces actions ont la même portée.

Lorsqu'un lycée est bloqué, ce n'est pas un nœud stratégique de l'économie mondiale qui est interrompu. Cependant, quelque chose de cette symbolique demeure : on ne prétend pas seulement empêcher l'ouverture d'un établissement, mais signifier que l'on veut bloquer un ordre qui le dépasse. Les pancartes consacrées à la Palestine, aux violences sexistes et sexuelles, au réchauffement climatique, entre autres, en témoignent : derrière le lycée, c'est aussi tout un système (« Macron et son monde ») que l'on entend symboliquement bloquer.

Qualifier le blocage de pratique exceptionnelle ou intrinsèquement violente contribue ainsi à le délégitimer tout en effaçant sa profondeur historique. L'histoire de la grève devrait pourtant inviter à la prudence : avant sa dépénalisation en 1864, celle-ci était, elle aussi, considérée comme une atteinte inadmissible à l'ordre économique et social.

Cela ne signifie pas que rien ne change. Les modalités de la répression, notamment, se métamorphosent. Un tournant semble se dessiner sous la présidence de Nicolas Sarkozy [2007-2012] et de François Hollande [2012-2017], avec la banalisation aux abords des lycées de techniques auparavant moins systématiques : gaz lacrymogènes ou encore interventions destinées à lever rapidement les blocages.

Ainsi, si les formes de la répression se transforment, une logique demeure : lorsqu'il est difficile ou impossible d'arrêter la production, le fait d'interrompre la circulation ou d'empêcher l'accès à certains lieux constitue une autre manière de construire le rapport de force. Qu'il s'agisse de pallier le manque d'efficacité des formes de protestation classiques ou d'adapter l'action à un capitalisme réticulaire, tout indique que ce type de pratique va probablement continuer à se développer. Et qu'aucune grenade de désencerclement ni aucun tir de LBD [lanceur de balles de défense] ne suffiront à enrayer cette tendance de fond.

Romain Castellesi, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université du littoral Côte-d'Opale ; Fanny Gallot, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-Est Créteil ; François Jarrige, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Bourgogne-Europe ; Matthieu Latapy, directeur de recherche en informatique (CNRS), secrétaire de l'association Sciences citoyennes ; Dominique Pinsolle, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Bordeaux-Montaigne.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/10/12/mobilisation-lyceenne-presenter-le-blocage-comme-l-action-d-une-minorite-violente-conduit-a-manquer-sa-fonction-historique_6792457_3232.html

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION
Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par BU-PARIS-XII et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.